

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATAHITI 23. — N° 7.



Mahana pac 13 feperuare 1874.

CRÉ DE L'ABONNEMENT (poids d'envoi)

En un volume de 12 pages

De 10 francs

Trois mois

Un volume de 12 pages.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

CRÉ DES ABONNEMENTS (poids d'envoi)

Les 12 périodiques..... 25 c. le livre.

Le 12 mois de 12 pages..... 25 c.

Les deux recouvrements se paient la moitié du prix de la première insertion.

## SOMMAIRE.

**Brèves et décrets rolistes.** — L'ordre du jour à Tahiti. — Arrêté réglementant le commerce et la pêche des nasses dans les îles Tuamotu. — Décision pourvoyant à l'insuffisance de certains crédits alloués. — Arrêté portant modification de l'arrangement entre les deux dernières îles de l'archipel et l'île de Rurutu. — Arrêté relatif aux taxes et déterminant ses attributions. — Arrêté relatif aux animaux occasionnant des dégâts sur les terres, semencées ou plantées. — Décision portant acquisition d'un îlot de l'archipel des îles Tuamotu pour servir de dépôt à l'île de Rurutu. — Arrêté de l'Assemblée. — Décisions : nommant trois membres du comité central d'apiculture et de commerce. — Fixant la ration journalière à délivrer aux immigrants d'origine coloniale. — Arrêté relatif au commerce. — Situation de la crise agricole au 1<sup>er</sup> Février 1874. — Ammonium hydrographiques. — Mouvement commercial. — Mouvements de port. — Annexe.

## A. N. LE COMMANDANT DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.

Versailles, le 22 décembre 1873.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une dépêche que j'adresse à M. le Gouverneur du Sénégal ainsi qu'à la population dans la colonie de la loi du 25 août dernier relative au timbre.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,  
Sigép : ZOEPFEL.

Copie d'une dépêche adressée à M. le Gouverneur du Sénégal et déposée le 29 décembre 1873.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR. — Dans une lettre dont vous trouverez ci-joint copie, M. le Ministre des finances me fait connaître qu'en raison des circonstances actuelles, il ne peut plus autoriser l'usage en France des actes et écrits de commerce émis par les colonies, et que dès lors ces actes et écrits doivent être annulés au profit de la différence entre le tarif colonial et le nouveau tarif métropolitain.

Mon collègue demande, à cette occasion, la promulgation aux colonies des dispositions de la loi du 25 août 1873 sur le timbre, et il-fonde sa demande sur ce que cette astuce-là aurait pour résultat :

1<sup>o</sup> De rendre plus faciles les rapports commerciaux entre la France et les colonies.

2<sup>o</sup> De prévenir les erreurs et les fraudes occasionnées par des tarifs différents.

3<sup>o</sup> De permettre à l'administration métropolitaine d'continuer l'apprentissage du papier timbré destiné aux colonies, ce qui ne serait pas possible autrement, la direction générale de l'enregistrement ayant fait transformer les anciens types.

Il informe M. le Ministre des finances qu'il n'est pas en mon pouvoir de donner une réponse définitive à cette question, mais qu'il enverra au ministre des finances et au commandant des colonies-département au plus tard le 10 janvier 1874.

Toutefois, pour répondre au vous exprimé par mon collègue, je vous prie d'examiner cette question en conseil d'administration.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies.

Sigép : A. POIHUAU.

Paris, le 21 juillet 1873.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — Par suite à la dépêche de mon département en date du 22 décembre 1873, j'ai l'honneur de vous transmettre la copie d'une lettre par laquelle M. le ministre des finances insiste de nouveau pour que les droits de timbre soient perçus dans les colonies au même taux qu'en France.

J'appelle de nouveau votre attention sur cette proposition très importante, à cause de l'approvisionnement du papier timbré et des timbres par voie maritime.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur des colonies,  
Sigép : A. BENOIST D'AZY.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles du Sud.

Yu le dépêches ministeriales des 16 décembre 1873 et 25 juillet 1873 au sujet de l'application dans les colonies des droits de timbre au même taux qu'en France.

Considérant les avantages qui doivent résulter de l'établissement de l'impôt du timbre à Tahiti.

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et décidé :

Une commission est nommée à l'effet d'examiner la question de l'établissement du timbre dans les Etablissements de l'Océanie et les îles du Pacifique, et de faire un rapport sur le projet de réglementation de cet impôt au même taux que dans la métropole.

Cette commission est composée de :

MM. LAROCHE, sous-commissaire de la marine, président ;  
Le BREHAN, substitut du procureur de la République ;  
REGRARD, receveur de l'enregistrement.

Elle se réunira dans le plus bref délai possible.

La présente décision sera communiquée et enregistrée partout où sera gérée.

Papeete, le 31 janvier 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République.

Pour l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur

enquête et par déléguat.

Le sous-commissaire de la marine.

LAROCHE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu le rapport qui nous a été adressé par la commission nommée à l'effet d'examiner les mesures à prendre concernant la pêche et le commerce des nasses dans les îles Tuamotu.

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur ;

Le Conseil d'administration entériné,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>o</sup>. — Les îles de l'archipel Tuamotu ne s'effacent la pêche des nasses classées en trois catégories :

1<sup>o</sup> Iles où la pêche est interdite ;

2<sup>o</sup> Iles où la pêche est autorisée sur les glutinants encore en rapport ;

3<sup>o</sup> Iles où la pêche est autorisée sans restriction.

Art. 2. — Ces îles-sans, dans le mois de Janvier ou de Février, un arrêté rendu au conseil d'administration sur la proposition de l'ordonnateur, dressera le rapport du résultat, appuyé des renseignements qui devront lui faire parvenir les chefs de district le 1<sup>er</sup> octobre prochain au plus tard, déterminera le classement suivant la situation constatée pour chaque île.

Art. 3. — Il est fait décret absolu de pêcher dans les îles de la première catégorie.

Dans les îles de la deuxième, la pêche ne pourra avoir lieu que sur les glutinants ou rapport qui seront désignés par les chefs de district.

Dans celles de la troisième catégorie, la pêche pourra s'opérer sans distinction de glutinants; mais sur tous les glutinants où la pêche peut être faite, il doit être fait un sacre des nasses pouvant, par leurs proportions, être considérées comme marchandes.

Art. 4. — Les nasses sont regardées marchandes quand les deux valent au moins cinq cent grammes.

Art. 5. — Tout bâtiment étant chargé ou pêché des sacres aux Tuamotu doit se munir d'une autorisation, soit du commissaire de l'inscription maritime à Papeete, soit du résident à Ama, portant déclaration des îles où il doit charger. Cette autorisation ne pourra être refusée si le bâtiment est en règle.

Ce permis sera tenu d'un registre à souche imprimé, et sera conforme au modèle ci-après :

ESTABLISSEMENTS FRANÇAIS  
DE L'OCÉANIE  
PROTECTORAT  
DES îLES DE LA SOCIÉTÉ  
DU 24 JANVIER 1874

Le jour (1) :  
du navire (2) :  
est autorisé à pêcher ou charger des sacres dans les îles  
mentionnées dans les dispositions de l'arrêté en date du 24 jan-  
vier 1874 : 4

(3) Noms et qualités.  
(4) Lieu de navire et na-  
vigation.

Toute opération de pêche ou de chargement de sacres  
faite dans des conditions autres que celles autorisées  
dément lieux ou périodes qui sont prévues audit arrêté.

Fait à : le 1874.

Art. 6. — Le permis dont il s'agit, qui sera délivré sans frais, devra être remis au moment du déchargement ou de l'arrivée du navire soit à Papeete, soit à Ama, au service des contributions, qui le conservera pour le controoler au besoin avec la liste du registre à jourde d'où il a été extirpé.

Dans le cas où le permis sera déposé à Ama, le capitaine devra se faire justifier un certificat du receveur des contributions constatant qu'il a rempli les formalités exigées.

Art. 7. — Il devra pas se trouver, soit dans un chargement, soit dans un sacre non encore embarqué, plus de 10 p.c. en nombre de sacres non mar-  
chandes.

Art. 8. — Du droit spécial fixé à dix francs (10 fr. 00) par tonneau, sera perçu sur tous les chargements de sacres procédant des îles Tuamotu.

Ce droit sera acquitté à Ama entre les mains du receveur des contributions, ou à Papeete sur liquidation émanant de ce service.

Au moment de la perception de ce droit, on constatera si le chargement est composé ou a été effectué dans les conditions (accessoires aux articles 5, 6 et 7).

Art. 9. — Toute contravention aux articles 5, 6 et 7, comme toute faute d'obéissance touchant la provenance des sacres, sera punie de coté à mille francs d'amende.

Confiscation du chargement ou du lot sera, en outre, opérée dans le cas prévu à l'article 7.

## BREVET DE TAHITI

Le présent document lie à l'application du maximum de l'amende :  
qui n'aurait pas payé le droit fixe en l'article 8, le capitaine qui s'y  
est mis pour une fausse déclaration, ou par des moyens frauduleux, sera  
condamné au double droit et à l'amende préciée.

Sont tenus solidement du paiement des amendes et du double droit pré-  
vus dans le présent article l'armateur et le chargier.

Art. 10. Les pécheurs seront punis de cinq à quinze jours de prison, indi-  
pendamment de la confiscation des nares, quand les produits de leur pêche,  
peut-être vendus, empêtreraient plus de dix cent (10 p. 100) en sommes  
de nares non marchandes.

Art. 11. Les marchandises privées aux articles 5, 6, 7, 8 et 10 seront  
constituées par les commandants et officiers des bâtiments de la station locale,  
ou par les personnes appartenant à Tahiti à constituer les contraventions en matière  
d'ordre de mer et de police des transports, auxquelles l'ordre sera communiqué et enregistré  
par le receveur des contributions, par les chefs, échelliers et mutos.

Art. 12. Le produit des amendes et confiscations sera versé au trésor sur  
compte du service Local. La répartition en sera faite conformément aux dis-  
positions de l'arrêté du 24 janvier 1874.

Art. 13. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, le Chef du service  
judiciaire et le Résident des îles Tahuata sont chargés, chacun en ce qui le  
concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré  
au profit des bureaux, par les chefs, échelliers et mutos.

Art. 14. Le produit des amendes et confiscations sera versé au trésor sur  
compte du service Local. La répartition en sera faite conformément aux dis-  
positions de l'arrêté du 24 janvier 1874.

Papeete, le 26 janvier 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :  
Pour l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur  
empêché et par déléguer.  
La sous-commissaire de la marine.

LABARDE.

Le Procureur de la République,  
Chef du service judiciaire,  
Lors de Lavaud.

•

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie,  
Commissaire de la République aux îles de la Société.  
L'Établissement de la République a été établi en 1873 à la direction des  
pongs et chaussées, insuffisance par suite de laquelle le service ne  
peut faire face à la dépense de 2,468 fr. 63 c. manquant des répara-  
tions incomptées à l'administration faites à l'hôtel du chef d'agri-  
culture judiciaire;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

Décision :

Un prélevement de la somme de deux mille cent, mille et vingt francs  
soixante-deux centimes sera, pour les années indiquées ci-  
dessus, apporté sur l'ensemble des crédits du chapitre II, à savoir : le  
service Local, Exercice 1873, pour être affecté à l'arrondissement de French-  
pol et appartenances, subdivision 1, Ponts et chaussées : Entretenir  
des établissements civils.

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur est chargé de l'ex-  
écution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée  
partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :  
Pour l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur  
empêché et par déléguer.

La sous-commissaire de la marine.

LABARDE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie,  
Commissaire de la République aux îles de la Société.  
L'ordre du 30 octobre 1873 créant un droit d'état au marché  
de Papeete, ensemble l'article 29 de l'arrêté du 12 décembre 1861  
sur les contributions ;

Considérant que toutes les industries quelconques, patentées ou  
non, qui s'exercent au marché de Papeete, doivent être soumises  
à ce droit spécial, dont l'application n'est subordonnée à aucune  
disposition sur les impôts ou contributions dans le code ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;  
Le Conseil d'administration entendu.

Avis au marché de Papeete :

Art. 1<sup>er</sup>. L'ordre du 30 octobre 1873 est modifié en ce sens que  
toutes les industries, sans exception, qui s'exercent au marché de  
Papeete, seront désormais soumises au droit d'état, fixé à cinquante  
centimes par jour et par mètre carré.

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé  
de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et  
enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :  
Pour l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur  
empêché et par déléguer.

La sous-commissaire de la marine.

LABARDE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie,  
Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vo l'éloignement des îles Tu-  
puna et Vavau (Raivavae), com-  
prises dans les îles du Protectora-  
tum.

Attendu qu'il est utile d'entre-  
tenir dans ces îles un délégué  
chargé d'y représenter l'admini-  
stration locale,

Avons décrété et résolu :

Art. 1<sup>er</sup>. M. Thaum est nommé  
résident des îles Tupuna et Va-  
vau (Raivavae). Il sera chargé  
de la perception des contributions  
et impôts, tant pour le compte

O vac, te Tomana o te mau  
haapao raa furani i Oceania, te  
Auvaha o te Reupupira i te mau  
fenua Totsie.

I le ho rau i te itea a raa o sa  
fenua o te Auvaha i te Vavau (ta-  
puna) te ho aitua mai i rota te  
mau fenua o te haapao Tamaru mi.

I le ho raa e, e mehua i ha-  
parahi hia i tasa na fenua ra te  
ho tase te haapao hia e cui a suha  
o te hau i te fenua nel.

UA FATAA E TE FATAA NEI.

Iraiva 1. Ua fataora hin Mili  
Thaum e aitaha i te Vavau (Raivavae),  
Tupuna et Vavau (Raivavae),  
oia te haapao hia e rae mai i te  
mau fenua o te moai avaa, te te  
moai obipa i te peau o te hau i te

30

service Local que pour le ser-  
vice indigène.

Il recevra à ce titre une remise  
de 10 pour cent sur les recettes  
qui l'opèrent. Cette remise tiendra  
lieu de traitement.

Art. 2. Ce fonctionnaire relève  
de l'autorité de l'Ordonna-  
teur et du directeur des affaires  
indigènes.

Comme délégué de l'Ordonna-  
teur, il doit veiller à la régularité  
de l'expédition des navires et  
épouser à cet effet les rôles  
d'équipage.

Il constatera également sur ces  
rôles les mouvements concernant  
les marins et passagers embar-  
qués dans les îles de sa Résidence.

En cas de nécessité réelle, il  
pourra autoriser le débarquement  
des hommes de l'équipage,  
en ayant soin de faire régler leurs  
comptes en sa présence et en  
apportant le rôle.

Il signalera à l'Ordonnaiteur les  
actes d'indiscipline des capitaines  
ou des équipages et générale-  
ment tous faits intéressant la po-  
sition de la navigation.

En ce qui touche le service  
Local, il est chargé de percevoir  
les contributions et impôts. Le  
résident tiendra par suite de l'  
Directeur de l'Intérieur au courant  
de ses opérations par l'envoi  
d'un état de situation trimestri-  
elle devant servir à la régularisa-  
tion des faits à Papeete.

Il s'assurera en matière d'oc-  
troi de mer que les marchandises  
débarquées ont déjà quitté les  
drâts. Il délivrera des certificats  
d'origine pour les cotonnages, fungas,  
cops, nacre et tout produit  
quelconque provenant de l'ar-  
chipelag Tupuna.

En cas de contravention aux  
règlements sur l'octroi de mer,  
il en dressera procès-verbal, qu'il  
transmettra au Directeur de l'In-  
terior.

Comme représentant du direc-  
teur des affaires indigènes, avec  
qui il correspondra directement,  
il sera chargé :

1<sup>er</sup> De la surveillance des con-  
suls de district, avec voix repré-  
sentative ;

2<sup>o</sup> De la perception des contribu-  
tions, frais d'arrestation et  
fourrière, et des mesures à pren-  
dre contre les contrevenants ;

3<sup>e</sup> De la surveillance de la la-  
police ;

4<sup>o</sup> Des mesures d'ordre à l'occu-  
pation des îles ou réunions des  
indigènes ;

5<sup>o</sup> Des renseignements à don-  
ner aux indigènes pour leurs  
affaires d'intérêt privé et pour  
les autres personnes qui leur  
sont utiles ;

6<sup>o</sup> De l'instruction publique.  
Il s'assurera que les enfants sui-  
vent régulièrement les écoles.

Le résident a autorité de toute  
les agences de la poste et toutes  
ces autres personnes, de celles  
et celles avec les chefs de district,  
pour faire prendre les mesures nécessaires au maintien du bon ordre  
et de la tranquillité publique.

Art. 3. Il devra en outre veiller  
à ce que les règlements de l'état  
civil soient tenus. L'ordre indi-  
gène, et ce que les chefs  
de district transmettent au chef  
de district, pour être remis à l'effice-  
de l'état civil centralisateur,  
une déposition de toutes les actes  
qu'ils sont chargés de dresser.

Art. 4. L'Ordonnateur f.f. de  
l'Intérieur et le Di-  
recteur des affaires indigènes  
sont chargés, chacun en ce qui  
le concerne, de l'exécution de la  
présente décision, qui sera pu-

blie ici, et le 10 mars obipa tahiti  
alors que l'ordre sera émis.

Il sera tenu à faire une remise  
de 10 pour cent sur les recettes  
qui l'opèrent. Cette remise tiendra  
lieu de traitement.

Art. 5. Ce fonctionnaire relève  
de l'autorité de l'Ordonna-  
teur et du directeur des affaires  
indigènes.

Comme délégué de l'Ordonna-  
teur, il doit veiller à la régularité  
de l'expédition des navires et  
épouser à cet effet les rôles  
d'équipage.

Il constatera également sur ces  
rôles les mouvements concernant  
les marins et passagers embar-  
qués dans les îles de sa Résidence.

En cas de nécessité réelle, il  
pourra autoriser le débarquement  
des hommes de l'équipage,  
en ayant soin de faire régler leurs  
comptes en sa présence et en  
apportant le rôle.

Il signalera à l'Ordonnaiteur les  
actes d'indiscipline des capitaines  
ou des équipages et générale-  
ment tous faits intéressant la po-  
sition de la navigation.

En ce qui touche le service  
Local, il est chargé de percevoir  
les contributions et impôts. Le  
résident tiendra par suite de l'  
Directeur de l'Intérieur au courant  
de ses opérations par l'envoi  
d'un état de situation trimestri-  
elle devant servir à la régularisa-  
tion des faits à Papeete.

Il s'assurera en matière d'oc-  
troi de mer que les marchandises  
débarquées ont déjà quitté les  
drâts. Il délivrera des certificats  
d'origine pour les cotonnages, fungas,  
cops, nacre et tout produit  
quelconque provenant de l'ar-  
chipelag Tupuna.

En cas de contravention aux  
règlements sur l'octroi de mer,  
il en dressera procès-verbal, qu'il  
transmettra au Directeur de l'In-  
terior.

Comme représentant du direc-  
teur des affaires indigènes, avec  
qui il correspondra directement,  
il sera chargé :

1<sup>o</sup> De la surveillance des consuls  
de district, avec voix repré-  
sentative ;

2<sup>o</sup> De la perception des contribu-  
tions, frais d'arrestation et  
fourrière, et des mesures à pren-  
dre contre les contrevenants ;

3<sup>o</sup> Des renseignements à don-  
ner aux indigènes pour leurs  
affaires d'intérêt privé et pour  
les autres personnes qui leur  
sont utiles ;

4<sup>o</sup> De l'instruction publique.  
Il s'assurera que les enfants sui-  
vent régulièrement les écoles.

Le résident a autorité de toute  
les agences de la poste et toutes  
ces autres personnes, de celles  
et celles avec les chefs de district,  
pour faire prendre les mesures nécessaires au maintien du bon ordre  
et de la tranquillité publique.

Art. 5. Il devra en outre veiller  
à ce que les règlements de l'état  
civil soient tenus. L'ordre indi-  
gène, et ce que les chefs  
de district transmettent au chef  
de district, pour être remis à l'effice-  
de l'état civil centralisateur,  
une déposition de toutes les actes  
qu'ils sont chargés de dresser.

Art. 6. L'Ordona-  
teur et le Di-  
recteur des affaires indigènes  
sont chargés, chacun en ce qui  
le concerne, de l'exécution de la  
présente décision, qui sera pu-

blie ici, et le 10 mars obipa tahiti  
alors que l'ordre sera émis.

Il sera tenu à faire une remise  
de 10 pour cent sur les recettes  
qui l'opèrent. Cette remise tiendra  
lieu de traitement.

Art. 7. Ce fonctionnaire relève  
de l'autorité de l'Ordonna-  
teur et du directeur des affaires  
indigènes.

Comme délégué de l'Ordonna-  
teur, il doit veiller à la régularité  
de l'expédition des navires et  
épouser à cet effet les rôles  
d'équipage.

Il constatera également sur ces  
rôles les mouvements concernant  
les marins et passagers embar-  
qués dans les îles de sa Résidence.

En cas de nécessité réelle, il  
pourra autoriser le débarquement  
des hommes de l'équipage,  
en ayant soin de faire régler leurs  
comptes en sa présence et en  
apportant le rôle.

L'ordre du Messager de Tahiti, inscrit au Journal officiel et enregistré par l'assemblée législative le 14 juillet 1874.  
Papeete, le 10 février 1874.

GIRARD.

Le Commandant Commissaire de la République :  
Tous les officiers et leurs délégués, Le Directeur des affaires indigènes,  
Le sous-commissaire de la marine, Dossin.

LAKABE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant qu'il importe au plus haut point, pour la conservation des cultures de l'île Tahiti, d'empêcher les propriétaires de porcs, chèvres, moutons et autres animaux domestiques de les lâcher librement aller chercher leur nourriture;

Considérant que l'expérience a démontré que les lois et arrêtés en vigueur n'ont pas fait de résultat à ce terme à la vaine peine sont infligées; nous avons résolu, que l'an d'après, il sera proposé, qu'il convient, par suite, de revenir, en les modifiant dans ce qu'elles ont de trop radical, aux dispositions de l'arrêté du 29 décembre 1866;

En conséquence, vu l'arrêté du 1er septembre 1874;

Le Conseil d'administration entendu,

AUXS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>e</sup>. Tout propriétaire ou locataire a le droit de tuer les volailles, moutons, chèvres et porcs trouvés occasionnant des dégâts, mais les terres ensemencées ou plantées de produits susceptibles d'être facilement détruites.

Art. 2. Toute personne qui aura usé de la faute à l'égard de l'article précédent sera tenue, sans peine d'une amende de un à quatre francs; de remettre ou faire remettre, sans délai, au chef de la police indigène du district, l'animal ou les animaux tués, pour celui-ci se disposer suivant qu'il va être dit aux articles suivants.

Art. 3. Tout chef de la police du district recevant des animaux tués dans les conditions qui précèdent sera assujetti à une amende de deux francs, publiquement au moins, ayant que posséde, dans le lieu le plus fréquenté du district, et en présence de deux membres du conseil de district.

Art. 4. La moitié du produit de ces ventes sera attribuée à la cause indigène, et l'autre moitié, nous déduction des frais de transport et de vente à la crête, sera rendue au propriétaire ou à l'animal, pourvu qu'il n'ait pas été détruit dans la quantité de deux tiers, pourvu qu'il soit dans l'état de pouvoir être vendu.

Art. 5. Qui touchera des chevaux, des boeufs et autres animaux arrivés sur la voie publique sur les propriétés particulières, il n'aura pas changé aux dispositions des articles 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté du 29 décembre 1866 et à celles de l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1874, qui recevront comme par le passé leur pleine et entière exécution.

Sont d'ailleurs maintenues, les dispositions des arrêtés antérieurs qui ne sont pas contraires au présent.

Art. 6. L'ordonnateur f.e. de Directeur de l'Intérieur et le Chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où bossoin sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 26 janvier 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Par l'ordonnateur f.e. de Directeur de l'Intérieur  
enregistré et par décret.

Le sous-commissaire de la marine,

LAKABE.

Le Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la dépêche ministérielle n° 125, en date du 26 août 1873; Sur le rapport de M. le procureur de la République, chef du service judiciaire,

La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où bossoin sera.

Papeete, le 1<sup>er</sup> février 1874.

GIRARD.

Notes, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la dépêche ministérielle n° 125, en date du 26 août 1873;

Sur le rapport de M. le procureur de la République, chef du service judiciaire,

Avons ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>e</sup>. Est et demeure rappelé l'arrêté du 10 septembre 1872 accordant des vacances aux tribunaux de Papeete.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré et enregistré partout où bossoin sera.

Papeete, le 5 février 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Louis de LAVAUD.

Mes, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 14 juillet 1873 et la décision du 20 janvier courant concernant le comité central d'agriculture et de commerce,

## DÉCISIONS :

Sont nommés membres du comité central d'agriculture et de commerce :

M. LANGONNAIS, propriétaire et débiteur;  
LAGARDE, conducteur des ponts et chaussées;  
VI-LARD, propriétaire.

M. Johnston reprendra ses fonctions de membre dudit comité à compter de ce jour.

La présente décision sera publiée au Messager de Tahiti et enregistrée partout où bossoin sera.

Papeete, le 10 février 1874.

GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Attendu que la ration journalière à délivrer aux immigrants, en vertu de l'arrêté du 30 mars 1864, s'applique particulièrement aux immigrés étrangers.

Attendu que cette ration n'est pas tout à fait appropriée aux besoins des populations océaniennes en fait de nourriture;

Vu le rapport de la commission instituée à l'effet de fixer la ration journalière qui doit être délivrée aux immigrants océaniens;

Le Conseil d'administration entendu,

AUXS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

La ration journalière à délivrer aux immigrants d'origine occidentale est fixée ainsi qu'il suit :

Viande fraîche ou salée.....	200 gr.	Mâtre, foie, bananes, patates, taro, etc.....	1 kilo.
Poisson frais ou salé.....	200 gr.	ou à défaut,	
ou		Pain, biscuits ou riz.....	150 gr.
Poisson frais ou salé.....	500 gr.	ou	
ou		Légumes secs.....	120 gr.
Viande fraîche.....	350 gr.		

La farine crue ne pourra remplacer sous aucun prétexte les vivres indigènes, ni le pain ou le riz.

La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où bossoin sera.

Papeete, le 11 février 1874.

GIRARD.

## ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

## Clôture d'Exercices.

La clôture de l'Exercice 1873 pour le service Marine est fixée au 28 février prochain.

Les personnes auxquelles il est dû des créances au compte de ce service sont invitées à se présenter avant cette date au trésor public de leurs mandats, afin d'en recevoir le montant.

Les mandats non payés au 28 février 1874 seront annulés et ne pourront être réordonnés qu'en France.

2-9

## Service des Contributions.

Le service des contributions prévoit le public que les matricules devant servir à l'établissement des rôles de l'impôt personnel, mobilier et des patentes pour l'année 1874 seront tenus à la disposition des contribuables, au secrétariat de l'ordonnateur à Papeete, pendant douze jours, qui commenceront à compter du samedi 14 février courant et expireront le samedi 28 du même mois.

## Service des Travaux et Approvisionnements

Le service Marine a besoin d'un sâne de bois de pour faire des membrures d'embarcations.

Les offres cachetées pour cette fourniture seront rouges au bureau des approvisionnements jusqu'à lundi 15 courant à dix heures du matin.

## Un voyage autour du monde.

La campagne autour du monde, si rapidement terminée par le vaisseau-traversier voiles Loire, commandé par M. Jacques Lapierre, et son équipage, est au fait maintenant sans précédent qu'aucune époque et sera cité dans les annales de la marine française. A ce titre seul, il ne doit pas manquer et mérite de fixer l'attention publique. Aussi allons-nous bien préciser les dates afin de faire ressortir les prodigies résultant de ce voyage, qui n'a pas été accompli dans de pareilles conditions, par suite d'incroyables échecs ou de malheurs, mais dans les meilleures, qui avait été entièrement financé d'avance par le commandant Lapierre, qui tenta à prouver la possibilité de faire le tour du monde sans faire des révoltes, en enlevant d'énormes îles et quelques cent lieues en moins de six mois.

Parti de Toulon le 19 avril 1873, à midi, le vaisseau avait à bord 415 hommes d'équipage, 630 forces de travail, 200 passagers civils et militaires, dont 60 de l'armée et 200 de la compagnie de Singapour. Ce navire emportait de plus dans ses flancs 200 tonnes de matériel d'approvisionnement de tous genres, destinés à la Nouvelle Calédonie. Le 9 mai, la Loire arriva à Dakar à six heures du matin ; après avoir mis à terre ses nombreux passagers et quelques tonneaux de matériels destinés à la Sénégambie, ce navire appareilla le lendemain 11 à huit heures du matin, faisant route directe sur Nourmop, en ayant sous bord des vivres frais pour une période d'une année longue traversée. Le 13 juillet, venant d'arriver à sa destination quinze-vingt-deux jours après son départ de Toulon.

Pendant cette longue course, n'ayant pour toute perspective que le ciel et la mer, on avait eu à déployer la partie de deux hommes

